

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITÉ ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)

Branche Eau

**Cahier des Clauses Administratives et Financières
relatives aux marchés reconductibles de gardiennage
Clauses Générales (CCAFG)**

Version 3

Décembre 2021

Sommaire

Chapitre préliminaire - Dispositions générales	5
Article 1 - Objet du marché	5
Article 2 - Montant annuel du marché reconductible	5
Article 3 - Validité du marché reconductible	5
Article 4 - Pièces contractuelles.....	5
4.1 - Pièces constitutives du marché.....	5
4.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	5
4.3 - Documents annexés au marché	6
Article 5 - Textes de référence.....	6
Article 6 - Maître d'ouvrage et maitre d'œuvre.....	7
Article 7 - Nantissement.....	7
Article 8 - Sous-traitance	7
Chapitre I - Délais	8
Article 10 - Durée du marché reconductible.....	8
Article 11 - Pénalités.....	8
Chapitre II - Obligations générales du prestataire	8
Article 20 - Election de domicile.....	8
Article 21 - Responsabilité du prestataire	9
Article 22 - Obligation d'information à la charge du prestataire	9
Article 23 - Moyens en personnel et en matériel du prestataire	9
Article 24 - Assurances et responsabilités	10
Article 25 - Secret professionnel	11
Chapitre III - Exécution des prestations	11
Article 30 - Documents à remettre par l'ONEE - Branche Eau.....	11
Article 31 - Moyens fournis par l'ONEE - Branche Eau	11
31.1 - Matériels confiés au prestataire	11
31.2 - Outils informatiques confiés au prestataire	12
31.3 - Locaux, installations ou emplacements mis à la disposition du prestataire.....	12
31.4 - Utilisation non conforme ou abusive des moyens confiés au prestataire	12
Article 32 - Conduite des prestations	12
Article 33 - Documents à fournir par le prestataire.....	13
Article 34. Contrôle de l'exécution des prestations par l'ONEE - Branche Eau.....	14
Article 35 - Respect de la réglementation et de la législation sociale et du travail.....	14
Article 36 - Cas de force majeure.....	15
Chapitre IV – Réception et garanties.....	15
Article 40 - Réception provisoire	15
Article 41 - Délai de garantie	15
Article 42 - Réception définitive	15
Chapitre V - Prix et règlement des comptes	15

Article 50 - Contenu des prix.....	15
Article 51 - Impôts, taxes, frais douaniers.....	15
Article 52 - Modalités de paiement.....	16
52.1 - Modalités de règlement.....	16
52.2 - Domiciliation de paiement.....	16
Article 53 - Révision des prix.....	16
Article 54 - Garanties financières.....	16
54.1 - Cautionnement provisoire et cautionnement définitif.....	16
54.2 - Retenue de garantie.....	17
Article 55 - Délai de paiement.....	17
Chapitre VI - Résiliation du marché - Règlement des différends et litiges.....	17
Article 60 - Résiliation du marché.....	17
Article 61 - Règlement des différends et litiges.....	17
Chapitre VII - Prescriptions diverses.....	17
Article 70 - Dérogations au CCAFG.....	17

Préambule

Le Cahier des Clauses Administratives et Financières comporte deux parties : les clauses générales (CCAFG) et les clauses particulières (CCAFP).

Le présent Cahier des Clauses Administratives et Financières concerne les clauses générales (CCAFG).

Le Cahier des Clauses Administratives et Financières- Clauses Particulières (CCAFP) développe, complète ou modifie ce CCAFG.

Dans le cas de divergence entre les clauses des deux documents, celles du CCAFP prévaudront sur les premières.

Les articles de ce CCAFG qui ne sont pas modifiés par le CCAFP s'appliquent de plein droit.

Chapitre préliminaire - Dispositions générales

Article 1 - Objet du marché

Le **CCAFP** précise l'objet du marché et donne une description sommaire des prestations qui sont confiées au prestataire.

La description détaillée des prestations est indiquée dans le cahier des clauses techniques CCT (ainsi que les documents qui lui sont annexés). Elle porte sur l'étendue des prestations en indiquant les différentes prestations objet du marché.

Article 2 - Montant annuel du marché reconductible

Le montant annuel du marché est arrêté dans l'acte d'engagement.

Article 3 - Validité du marché reconductible

Le marché reconductible ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le Directeur Général de l'ONEE ou son délégataire, et notification de cette approbation au prestataire.

Article 4 - Pièces contractuelles

4.1 - Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constituant le marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement ainsi que ses annexes et ses avenants éventuels ;
2. Cahier des prescriptions spéciales (CPS) :
 - 2.1. Le Cahier des Clauses Administratives et Financières Particulières (CCAFP) ;
 - 2.2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), y compris éventuellement la définition des prix ;
3. L'offre technique ;
4. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
5. Le sous-détail des prix ;
6. Cahier des prescriptions communes (CPC) :
 - 6.1. Le présent Cahier des Clauses Administratives et Financières Générales (CCAFG) relatives aux marchés reconductibles de gardiennage (version 3 - Décembre 2021) ;
 - 6.2. Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) relatives aux marchés reconductibles de gardiennage (version 3 - Décembre 2021), auquel il est fait référence dans le **CCAFP** ;
7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (4 Juin 2002) et modifié par le décret n°2-05-1434 du 26 kaada 1426 (28 décembre 2005) ;
8. La convention de constitution du groupement, en cas de groupement d'entreprises.

Les addenda suivent l'ordre hiérarchique du document qu'ils modifient.

Les pièces générales mentionnées ci-dessus, même si elles ne sont pas jointes au marché sont réputées connues du prestataire et constituent incontestablement des documents contractuels. L'entrepreneur devra se procurer tous ces documents contractuels s'il ne les possède pas.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, et sauf cas d'erreur manifeste, ces pièces prévalent :

- Dans l'ordre où elles sont citées dans la liste des pièces constitutives figurant dans le **CCAFP**,
- A défaut d'une telle liste, dans l'ordre décroissant ci-avant.

4.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de services ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 36 du CCAG-EMO.

4.3 - Documents annexés au marché

Le **CCAFP** indique les pièces et documents qui sont, ou qui seront après notification, annexés au marché.

Article 5 - Textes de référence

Le prestataire est soumis aux dispositions :

- 1- Du règlement des achats de l'ONEE du 1^{er} Avril 2021 ;
- 2- Du Dahir n°1-07-155 du 19 Kaada 1428 (30 Novembre 2007) portant promulgation de la loi n°27-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds ;
- 3- Du décret n°2-09-97 du 16 kaada 1431 (25 octobre 2010) pris pour l'application de la loi n°27-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds ;
- 4- De l'arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n°900-12 du 2 rabii II 1433 (24 février 2012) fixant les conditions d'obtention d'un diplôme ou d'un certificat justifiant l'aptitude professionnelle pour l'exercice des activités de gardiennage ;
- 5- De la circulaire du Chef de Gouvernement n°02/2019 du 31 janvier 2019 relative au respect de l'application de la législation sociale dans le cadre des marchés publics relatifs au gardiennage, entretien et nettoyage des locaux administratifs ainsi que les marchés similaires ;
- 6- Du dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 7- Du dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- 8- De la circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- 9- Du dahir n°1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- 10- Du dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale ;
- 11- Du dahir du 25 juin 1927 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;
- 12- Du dahir n° 1-02-296 du 25 rejeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n°65-00 portant code de la couverture médicale de base (AMO) ;
- 13- Du dahir n° 1-14-190 du 6 rebia I 1436 (29 décembre 2014) portant application de la loi 18-12 du 29 décembre 2014 relative à la réparation des accidents de travail ;
- 14- Du dahir n°1-97-162 du 2 rabii II 1418 (7 août 1997) portant promulgation de la loi n°24-96 relative à la poste et aux télécommunications, telle qu'elle a été modifiée et complétée ;
- 15- Du Dahir n° 1-09-15 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation de la loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;
- 16- Des textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs au travail, à la sécurité sociale, aux accidents de travail, au recrutement et aux salaires de la main d'œuvre ;
- 17- De la circulaire du Premier Ministre n° 2/2011 du 20 avril 2011, relative à l'exercice de l'activité d'intermédiation en matière d'emploi temporaire, par les sociétés privées ;
- 18- Du Code Général des Impôts, Institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 Hija 1427 (31 Décembre 2006), tel que modifié et complété ;
- 19- Du décret n°2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), modifié par le décret n°2-05-1434 du 26 kaada 1426 (28 décembre 2005).

Le prestataire ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

L'énumération des textes ci-dessus référencés est indicative et non limitative. Le prestataire reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

Le prestataire doit, y compris en donnant toutes les notifications et en payant tous les droits, respecter en tous points les dispositions de :

- Toutes les lois, ordonnances ou autres dispositions légales, ou de toute réglementation ou tout arrêté émanant d'une autorité dûment constituée ayant trait à l'exécution des prestations et à la réparation des vices y afférents ;
- Les règlements de tout organisme public et toute société dont les biens ou les droits sont ou peuvent être affectés d'une manière quelconque par les prestations.

Le prestataire doit indemniser le maître d'ouvrage de toute pénalité et responsabilité de nature quelconque découlant de la violation de ces dispositions.

Article 6 - Maître d'ouvrage et maître d'œuvre

Le maître d'ouvrage est l'ONEE - Branche Eau.

Le maître d'œuvre est désigné dans le **CCAFP**.

Outre les tâches expressément dévolues à la personne responsable du marché dans le marché, celle-ci exerce toutes prérogatives techniques et de gestion administrative et financière du marché liées à la préparation et à l'exécution des prestations.

A cet effet, la personne responsable du marché :

- prescrit, par ordre de service, l'exécution des prestations du marché, à l'exception de la cessation du marché et des mesures coercitives;
- notifie, par ordre de service, les décisions de cessation du marché, les mises en demeure et les résiliations du marché ;
- s'informe périodiquement sur l'état d'avancement de la réalisation des prestations ;
- compare cet état d'avancement au programme initialement arrêté ;
- fournit au prestataire les documents prévus par le marché ;
- délivre les ordres de service, dans la limite de ses délégations;
- notifie toute décision quant aux modifications en cours d'exécution;
- examine les documents établis par le prestataire, qui, aux termes du marché, doivent être soumis à l'agrément de l'ONEE - Branche Eau,
- prépare et soumet le procès verbal de réception provisoire et définitive à l'autorité d'approbation;;
- instruit les réclamations du prestataire, dans la limite de ses délégations.

Article 7 - Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

- a) Il sera fait application des dispositions de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- b) la liquidation des sommes dues par le maître de l'ouvrage sera opérée par les soins du Directeur Général de l'ONEE ou son délégué ;
- c) les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n°112-13 précitée seront fournis au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation par le Directeur Général de l'ONEE ou son Délégué ;
- d) Les paiements prévus au marché seront effectués par le Directeur Financier de l'ONEE - Branche Eau, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

En application de l'article 11.5 du CCAG-EMO, l'ONEE délivrera sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné au nantissement.

Article 8 - Sous-traitance

Les prestations objet du marché, constituent le corps d'état principal, de ce fait et conformément à l'article 141 du Règlement des Achats, ces prestations ne peuvent faire l'objet de sous-traitance.

Chapitre I - Délais

Article 10 - Durée du marché reconductible

Il sera fait application des dispositions de l'article 7 du CCAG-EMO.

La durée du marché reconductible court à compter de la date de commencement global de l'exécution des prestations prévue par ordre de service. Sauf stipulation contraire du **CCAFP**, la durée du marché reconductible entre en vigueur deux mois au maximum après la date de notification de l'approbation du marché reconductible.

La durée du présent marché reconductible est fixée dans le **CCAFP**.

La non reconduction du marché reconductible est prise à l'initiative de l'une des deux parties cocontractantes au marché moyennant un préavis. Elle donne lieu à la résiliation du marché. Sauf stipulations contraires du **CCAFP**, ce préavis est fixé à quatre (04) mois.

Article 11 - Pénalités

Il sera fait application de l'article 42 du CCAG-EMO.

A défaut par le prestataire d'avoir commencé les prestations à la date fixée dans l'ordre de service, il sera appliqué, sans préjudice des dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO, et sauf stipulations contraires du **CCAFP** une pénalité égale à un millième (1/1000^{ème}) du montant annuel du marché-reconductible, par jour calendaire de retard.

Sauf stipulation contraire du **CCAFP**, des pénalités, dûment constatées par PV, seront appliquées au prestataire, sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- Le non-respect des consignes donne lieu à une pénalité dont le montant par consigne non respectée est d'un millième (1/1000^{ème}) du montant annuel du marché ;
- Le non port de la tenue. Le montant de la pénalité est d'un millième (1/1000^{ème}) du montant annuel du marché par agent de sécurité et par jour de non port de la tenue ;
- Chien non muselé ou non tenu en laisse dans des lieux publics ou ouverts au public. Le montant de la pénalité est d'un millième (1/1000^{ème}) du montant annuel du marché par défaillance constatée ;
- L'abandon d'un poste. Le montant de la pénalité est de cinq millièmes (5/1000^{ème}) du montant annuel du marché par abandon de poste et le vigile concerné sera renvoyé ;
- Incident non signalé. Le montant de la pénalité est d'un millième (1/1000^{ème}) du montant annuel du marché par incident non signalé ;
- Les réclamations ou correspondances de l'ONEE qui ne reçoivent pas une suite dans des délais de 48 heures ouvrent droit à des pénalités de cinq millièmes (5/1000^{ème}) du montant annuel du marché par jour de retard ;
- Le non-respect des consignes relatives aux rondes. Le montant de la pénalité est d'un millième (1/1000^{ème}) du montant annuel du marché par non-respect de ces consignes ;
- Absence du matériel contractuel. Le montant de la pénalité est d'un millième (1/1000^{ème}) du montant annuel du marché par jour d'absence ;
- Le non-respect du programme des formations arrêtées. Le montant de la pénalité est d'un millième (1/1000^{ème}) du montant annuel du marché par formation non réalisée.

Pour chaque année d'exécution, le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant annuel du marché reconductible, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Lorsque le plafond est atteint, l'ONEE - Branche Eau se réserve le droit de résilier le marché reconductible et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

Chapitre II - Obligations générales du prestataire

Article 20 - Election de domicile

Il sera fait application de l'article 17 du CCAG-EMO.

A défaut par l'entrepreneur d'avoir précisé l'adresse du domicile élu dans l'acte d'engagement, toutes les notifications relatives à l'exécution du marché lui seront valablement faites à l'adresse précisée dans l'engagement des parties contractantes.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser l'ONEE, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement. En cas de changement par l'entrepreneur de domicile sans en aviser l'ONEE, la première adresse demeure valable.

Article 21 - Responsabilité du prestataire

1- Le prestataire prend la responsabilité des prestations qui lui sont confiées telles qu'elles sont définies dans le présent marché, conformément aux us et coutumes de la profession du prestataire et aux dispositions des lois et règlements, ainsi que des conséquences dommageables de ces prestations.

Toutefois, la responsabilité du prestataire ne pourra être recherchée que dans la mesure où il n'aura pas pu apporter la preuve que la faute ne lui incombe pas ;

2- Le prestataire réalise ses prestations et fournit son assistance, ses connaissances, méthodes, expériences et savoir-faire au profit de l'ONEE - Branche Eau. Il apporte son concours, au mieux de l'intérêt de l'ONEE - Branche Eau, dans un esprit de rigoureuse indépendance à l'égard des tiers ;

3- Le prestataire est tenu d'observer les obligations prévues par les articles 18 à 26 du CCAG-EMO.

4- Le prestataire se comporte en toute occasion avec loyauté et impartialité conformément aux règles de déontologie de sa profession ;

5- Le prestataire fournit au maître d'œuvre, de sa propre initiative ou sur demande de celui-ci, tous renseignements et éclaircissements concernant l'exécution des prestations ou en relation avec cette exécution ;

6- Le prestataire sera responsable de tous les dégâts, détériorations commis par son personnel ou par des tiers sur les sites dont il assure le gardiennage ;

7- Le prestataire indemnifiera également l'ONEE - Branche Eau de tout acte de vol commis dû à la malveillance des vigiles dans l'ensemble des sites ONEE - Branche Eau dont il assure le gardiennage. Toutefois, l'ONEE - Branche Eau pourra exiger le rétablissement de la situation à la charge du prestataire et dans les délais fixés par ordre de service ;

8- Le prestataire s'engage à respecter les dispositions du Code de Travail notamment en ce qui concerne l'application du salaire minimum et l'affiliation à la CNSS pour les agents déployés à l'ONEE - Branche Eau dans le cadre du présent contrat ;

9- Il est interdit au personnel du titulaire de s'immiscer, à quelque moment et sous quelque forme que ce soit, dans le déroulement d'un conflit du travail ou d'événements s'y rapportant. Il leur est également interdit de se livrer à une surveillance relative aux opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou aux appartenances syndicales des personnes.

Article 22 - Obligation d'information à la charge du prestataire

Le prestataire est tenu de notifier immédiatement à l'ONEE - Branche Eau les modifications survenant postérieurement à la remise de son offre et qui se rapportent :

- A l'autorisation d'exercice des activités de gardiennage délivrée par les autorités ;
- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A la dénomination ou à la raison sociale de son entreprise,
- A sa nationalité,
- A son domicile ou à son siège social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent, lorsque ceux-ci intéressent l'exécution du marché,

Et toutes autres modifications importantes relatives au fonctionnement de sa société.

Il en est de même :

- De toute modification, suppression ou résiliation de ses polices d'assurances couvrant les responsabilités évoquées à l'article 24 ci-dessous,
- De toute disposition législative ou réglementaire ou décision de justice prononçant son exclusion des marchés publics.

Le marché peut être résilié, en application des mesures coercitives prévues dans l'article 52 du CCAG-EMO, si celui-ci ne respecte pas son obligation d'information.

Le marché étant attribué notamment en raison des qualités propres du prestataire, l'ONEE - Branche Eau se réserve également le droit de résilier le marché si ces qualités sont affectées par une des modifications énoncées ci-avant.

Article 23 - Moyens en personnel et en matériel du prestataire

1- Le prestataire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché les moyens en personnel et en matériel qu'il a proposés dans son offre sur la base de laquelle le marché lui a été attribué. L'ONEE - Branche Eau se réserve le droit de contrôler, tout au long de l'exécution du marché, les moyens mis en œuvre par le prestataire.

2- Sauf dans le cas où l'ONEE - Branche Eau en aurait décidé autrement, le prestataire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du prestataire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le prestataire devra en aviser immédiatement l'ONEE - Branche Eau et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. À ce titre, il doit présenter à l'agrément de l'ONEE - Branche Eau, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

3- Si l'ONEE - Branche Eau découvre qu'un des membres du personnel du prestataire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de ne pas être satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le prestataire devra, sur demande motivée de l'ONEE - Branche Eau, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent au moins être égales à celles de la personne à remplacer.

4- En cas de récusation du remplaçant, l'ONEE - Branche Eau peut soit offrir au prestataire un délai pour désigner un autre remplaçant, soit résilier le marché en application des mesures coercitives prévues dans l'article 52 du CCAG-EMO. Le défaut d'accord sur le second remplaçant ou le non-respect de la procédure décrite aux points 2 et 3 ci-dessus expose le prestataire à la résiliation du marché en application des mesures coercitives prévues dans l'article 52 du CCAG-EMO.

5- Dans tous les cas, tout changement de personnel doit être signalé par écrit à l'ONEE – Branche Eau qui se réserve le droit d'accepter ou de refuser ce changement ;

6- Le prestataire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.

7- Le prestataire est tenu de soumettre à l'agrément de l'ONEE - Branche Eau tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

8- Le prestataire ne peut opérer aucune modification dans la composition du matériel affecté à l'exécution du marché sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de l'ONEE - Branche Eau.

9- L'ONEE - Branche Eau se réserve le droit d'augmenter ou diminuer à sa convenance et en fonction de ses besoins le nombre de vigiles, et ce, pour des périodes déterminées. Le paiement sera effectué à partir du sous détail des prix.

10- Le prestataire fait son affaire pour le transport de son personnel et son matériel ;

11- Le prestataire a, à sa charge, le service médical pour son personnel dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

Article 24 - Assurances et responsabilités

Il sera fait application des dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel que modifié par le décret n°2-05-1434 du 26 kaada 1426 (28 décembre 2005).

1- Le prestataire garantira l'ONEE contre toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et professionnelle qu'il peut encourir du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché reconductible.

2- Avant tout commencement des prestations, le titulaire doit adresser à l'ONEE - Branche Eau, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité, à savoir ceux se rapportant :

- **Véhicules automobiles**

Les véhicules automobiles utilisés pour les besoins d'exécution du marché doivent être assurés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

- **Accidents de travail**

Le personnel du prestataire doit être couvert par une assurance conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

L'ONEE ne sera pas responsable des dommages ou indemnités légales payables en cas d'accidents survenus aux employés du prestataire ou des sous-traitants.

Le prestataire garantira et indemnisera l'ONEE contre toute demande de dommages et intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charge, dépense de toute nature relatives à ces accidents.

Le prestataire est tenu d'informer par écrit le maître d'ouvrage de tout accident survenu sur ses locaux, et de le consigner sur le rapport prévu dans le CCTP.

• Responsabilité civile

1- Le prestataire est tenu de souscrire une police d'assurance professionnelle couvrant les risques liés à la nature des activités et prestations objet du présent marché, dont les sinistres et événements, pouvant causer des dégâts matériels à l'Office, sont dus ou provoqués par les faits directs ou indirects de son entreprise.

2- Doivent être garanties par le prestataire les responsabilités civiles incombant :

- Au prestataire, en raison des dommages causés aux tiers de fait de la réalisation des prestations du présent marché, jusqu'à leur réception définitive ;
- Au prestataire, en raison des dommages causés de fait de la réalisation des prestations du présent marché aux agents de l'ONEE ou ses représentants ainsi qu'aux tiers dont l'ONEE - Branche Eau est responsable, jusqu'à la réception définitive ;
- A l'ONEE - Branche Eau ou ses représentants en raison des dommages causés au personnel salarié du prestataire et provenant, soit du fait de ses agents, soit des tiers dont il serait responsable, et qui entraîneraient un recours de la victime ou de l'assurance "Accident du Travail".

Le **CCAFP** peut fixer éventuellement le montant minimal de la police d'assurance par an et par sinistre.

3- Aucun règlement ne sera effectué tant que le prestataire n'aura pas adressé au maître d'œuvre :

- Les copies certifiées conformes des polices d'assurances ;
- Les copies certifiées conformes des attestations en cours de validité de son assureur, indiquant la nature, les montants, les franchises et la durée couverte ;
- Les justifications du paiement des primes.

4- Ces polices doivent toutes comporter une clause interdisant leurs résiliations sans un avis préalable de la compagnie d'assurance à l'ONEE - Branche Eau.

5- L'existence de ces assurances ne pouvant être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues et garanties dues par le prestataire.

Article 25 - Secret professionnel

Il sera fait application des dispositions des articles 22, 23 et 24 du CCAG-EMO.

Le personnel du prestataire, est tenu au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable, il ne peut communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, il ne peut faire un usage préjudiciable à l'ONEE - Branche Eau des renseignements qui lui sont fournis.

Chapitre III - Exécution des prestations

Article 30 - Documents à remettre par l'ONEE - Branche Eau

L'ONEE - Branche Eau fournira dès que possible au prestataire toutes les informations et/ou tous les documents dont il dispose et qui peuvent être utiles à l'exécution du marché.

Ces documents devront être restitués à l'ONEE - Branche Eau à l'achèvement des prestations. La réception du marché ne pourra être prononcée tant que cette remise n'est pas effectuée.

Article 31 - Moyens fournis par l'ONEE - Branche Eau

31.1 - Matériels confiés au prestataire

1- Au cas où l'ONEE - Branche Eau confie des matériels au prestataire, les stipulations suivantes sont applicables :

a- Au terme fixé dans le **CCAFP** ou, dans le silence de celui-ci, dans les quinze jours suivant le terme du délai d'exécution, les matériels sont restitués à l'ONEE - Branche Eau ; les frais de fonctionnement et les risques attachés à l'utilisation ou au transport incombent au prestataire.

b- Le prestataire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi du matériel qui lui a été confié, dès que celui-ci a été mis effectivement à sa disposition ; il ne peut en user qu'aux fins prévues par le marché.

A cet effet, le prestataire doit, sur instruction de la personne responsable du marché, en tenir un inventaire permanent et apposer des marques d'identification ONEE - Branche Eau sur les matériels.

Si un matériel confié au prestataire est avarié, détruit ou perdu, il est tenu, outre l'application éventuelle de dommages-intérêts, de le remettre en parfait état de fonctionnement ou de le remplacer.

En cas de défaut de restitution, de remise en état ou de remboursement dans les délais prévus au marché, l'ONEE - Branche Eau défalque les montants correspondants des décomptes.

c- Indépendamment des prescriptions des points a) et b) ci-avant, la résiliation du marché aux torts du prestataire peut être prononcée en cas de défaut de restitution en parfaite intégrité, de mauvais emploi ou d'utilisation abusive du matériel confié.

2- Les prescriptions du paragraphe 1 du présent article sont applicables également aux matériels que le prestataire a la charge d'acquérir ou de fabriquer et qui deviennent propriété de l'ONEE - Branche Eau dès que celle-ci en a réglé la totalité du prix.

3- Les charges induites par l'utilisation des moyens de l'ONEE - Branche Eau par le personnel du prestataire (téléphone, véhicules...) seront défalquées des décomptes.

31.2 - Outils informatiques confiés au prestataire

Les stipulations de l'article 31.1 ci-dessus sont applicables à la mise à disposition du prestataire d'outils informatiques (matériels, logiciels, accès à des bases de données...). L'utilisation de ces outils requiert l'accord écrit préalable de l'ONEE quant aux moyens de protection desdits outils - et de leurs informations - que le prestataire envisage de mettre en œuvre. La responsabilité du prestataire n'est pas engagée sur la teneur de ces informations. Toutefois, le prestataire a l'obligation de vérifier, avant toute exécution, que ces informations ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions qui sont normalement décelables; s'il relève des erreurs, omissions ou contradictions, il doit les signaler immédiatement par écrit à l'ONEE - Branche Eau.

31.3 - Locaux, installations ou emplacements mis à la disposition du prestataire

Au cas où l'ONEE - Branche Eau met à la disposition du prestataire des locaux, installations ou emplacements, les stipulations suivantes sont applicables :

- a) le prestataire ne peut en user qu'aux fins prévues par le marché ;
- b) le **CCAFP** précise les conditions de disponibilité de ces locaux, installations ou emplacements ;
- c) le **CCAFP** précise les modalités de l'établissement d'un état des lieux contradictoire lors de la mise à disposition du prestataire et de la remise à disposition de l'ONEE - Branche Eau ;
- d) en cas de mise à disposition exclusive, le prestataire assume seul la charge des dommages qui seraient occasionnés à ces locaux, installations ou emplacements notamment par un incendie ou une explosion y ayant son origine sauf à apporter la preuve que ce sinistre est survenu par suite d'une faute de l'ONEE - Branche Eau ou de ses agents ; en conséquence, il est tenu de contracter une assurance couvrant ces risques ainsi mis à sa charge ;
- e) ces locaux, installations ou emplacements devront être libérés et remis en état au plus tard lors de la réception de la prestation.

31.4 - Utilisation non conforme ou abusive des moyens confiés au prestataire

En cas d'utilisation non conforme ou abusive des moyens confiés au prestataire, l'ONEE - Branche Eau peut en exiger la restitution, voire prononcer la résiliation du marché aux torts du prestataire, indépendamment des dommages-intérêts qu'il se réserve d'exiger.

Article 32 - Conduite des prestations

1- Dans l'accomplissement de la mission qui lui est confiée, le prestataire ne sera en aucune façon autorisé à se substituer à l'ONEE - Branche Eau dans ses relations avec les tiers.

2- Le prestataire en un moment quelconque de l'exécution des prestations, devra toujours être représenté par un responsable conducteur des prestations qui sera le correspondant officiel avec l'ONEE - Branche Eau. Ce responsable prendra part normalement à toutes les réunions de travail avec la personne responsable du marché. Il doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre, sans retard, les décisions nécessaires.

3- Dans le cadre de sa mission, le prestataire devra tenir le maître d'œuvre informé de la progression des prestations. A cet effet, le conducteur des prestations devra assurer des liaisons personnelles aussi fréquentes que nécessaires avec la personne responsable du marché.

4- Si à un moment donné le maître d'œuvre souhaite l'assistance du prestataire pour examiner un problème important lié aux prestations objet du marché, celui-ci sera tenu de lui déléguer dans les meilleurs délais son représentant.

Article 33 - Documents à fournir par le prestataire

33.1 Moyens humains

Avant toute affectation ou remplacement, le prestataire doit soumettre à l'ONEE - Branche Eau un dossier par agent proposé pour les des activités de gardiennage qui doit être composé des pièces suivantes :

- Une copie certifiée conforme de la carte d'identité professionnelle délivrée par le titulaire. Cette carte doit comporter les mentions suivantes :
 - la raison sociale de l'établissement ou les nom et prénom de l'employeur ;
 - le siège social de l'entreprise ou l'adresse de l'employeur ;
 - les nom et prénom, la date de naissance, la date d'entrée en fonction, la fonction et le numéro d'affiliation à la Caisse nationale de sécurité sociale du salarié ;
 - la dénomination de la compagnie d'assurances.La carte doit comporter également une photographie du détenteur, ainsi que l'identification de l'autorisation administrative exigée au niveau du dossier de qualification.
- Une copie certifiée conforme :
 - du diplôme d'une formation professionnelle initiale dans l'une des spécialités des activités de gardiennage fixée en vertu du décret n°2-86-325 du 8 jourmada I 1407 (09/01/1987) portant statut général des établissements de formation professionnelle, tel qu'il a été modifié et complété ;
 - ou du certificat de formation qualifiante justifiant les compétences acquises conformément aux référentiels des métiers et des compétences relatifs aux activités de gardiennage approuvé par le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle ;
 - ou du titre, délivré par l'employeur, justifiant l'exercice de l'activité de gardiennage pour une durée, non interrompue, équivalente ou supérieure à 18 mois pour les employés qui exerçaient déjà cette activité. Si ce titre est délivré par le titulaire lui-même, il devra être accompagné des bordereaux de la CNSS des mois correspondant à la période de ce titre ;
- Un extrait du casier judiciaire ou une fiche anthropométrique qui attestent que l'agent n'a pas fait l'objet d'une condamnation à une peine correctionnelle ou à une peine criminelle, pour des motifs incompatibles avec l'exercice des activités de gardiennage, notamment s'il a commis des actes contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ou de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des biens, à la sécurité publique ou à la sûreté de l'Etat.
- Un C.V. signé ;
- Une photo d'identité récente ;
- Une copie de l'attestation d'inscription à la CNSS et toute autre pièce demandée conformément à la législation du travail ;
- Contrat de travail ;

Le titulaire du marché devra transmettre les dossiers du personnel affecté aux sites au plus tard un (01) mois après la notification de l'ordre de service de commencement des prestations qui doivent comprendre :

- Niveau d'instruction des vigiles, maîtres chien et réceptionnistes.
- Des attestations de passage avec succès des tests psychotechniques effectués par l'O.F.P.P.T pour le personnel : les superviseurs, les vigiles, les maîtres-chiens et réceptionnistes.

Une fois la liste du personnel proposé par le titulaire pour assurer les prestations est arrêtée et approuvée par l'ONEE - Branche Eau, le titulaire ne peut apporter des remplacements sans autorisation préalable. Le titulaire doit aussi dresser une liste du personnel de réserve à approuver par l'ONEE - Branche Eau.

Tout agent du prestataire qui, selon les responsables de l'ONEE – Branche Eau, n'a pas les qualités requises (morales et professionnelles) pour l'exercice de ses fonctions doit être immédiatement remplacé.

S'il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire proposera à l'ONEE – Branche Eau une personne d'une qualification égale ou supérieure.

Chaque envoi de document doit être accompagné d'un bordereau d'expédition portant la désignation précise de chacun des documents adressés. Tous les documents doivent porter toutes indications permettant une identification rapide et sûre de leur objet.

Au sens du présent article, le mot « documents » désigne tout support d'informations et son contenu.

33.2 Utilisation des chiens

Si le marché prévoit l'utilisation des chiens, le prestataire devra fournir un certificat zoo sanitaire délivré par un vétérinaire agréé pour chaque chien affecté aux prestations du marché.

33.3 Utilisation d'armes et moyens de défense

Si le marché prévoit l'utilisation d'armes et moyens de défense, le prestataire devra fournir une autorisation délivrée par les autorités lui permettant d'acquiescer et de détenir ces armes.

Article 34. Contrôle de l'exécution des prestations par l'ONEE - Branche Eau

L'ONEE - Branche Eau se réserve le droit de contrôler les conditions d'exécution du marché par le personnel du prestataire, notamment les moyens humains et matériels mis en œuvre. Ces contrôles porteront notamment sur l'exécution des rondes, la présence aux postes de travail, tenue des registres, tenue vestimentaire et équipements... ;

Toute irrégularité affectant de façon significative la qualité de la prestation, y compris l'absence d'agent de surveillance, donnera lieu à l'établissement d'un PV et application des pénalités prévues à l'article 11 ci-dessus.

Le prestataire devra avoir constamment sur les lieux de travail la liste du personnel de la surveillance. Il doit obligatoirement être en mesure de remplacer dans l'immédiat tout agent absent ou renvoyé par un autre agent répondant au minimum au profil exigé par le présent marché.

Le prestataire s'engage à laisser le libre accès de tous les lieux d'exécution des prestations aux personnes que l'ONEE - Branche Eau aura désignées pour le contrôle. Le prestataire s'engage à mettre gratuitement à la disposition de ces personnes les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Ces personnes peuvent se faire communiquer tous renseignements utiles et opérer les vérifications qu'elles jugent nécessaires pour s'assurer que les clauses du marché sont respectées.

Le prestataire est responsable de toute entrave provoquée par son personnel, au libre exercice du contrôle. Tout agent de surveillance occasionnant une gêne de quiétude du personnel de l'ONEE - Branche Eau, ou faisant preuve d'indiscipline ou de manquement grave au devoir, sera immédiatement renvoyé. L'entrave à l'exercice de ce droit d'accès expose le prestataire, après mise en demeure restée sans effet, à la résiliation du marché en application des mesures coercitives prévues dans l'article 52 du CCAG-EMO.

L'ONEE - Branche Eau se réserve le droit d'effectuer de façon inopinée, les contrôles qu'il jugera appropriés pour vérifier la qualité des prestations.

Les résultats de contrôle seront consignés dans le rapport de contrôle journalier de la prestation.

L'exercice du contrôle laisse entière la responsabilité du prestataire et ne limite pas le droit de l'ONEE - Branche Eau de refuser les prestations reconnues non conformes au moment des opérations de vérifications.

Article 35 - Respect de la réglementation et de la législation sociale et du travail

Le prestataire est tenu de se conformer scrupuleusement à la législation sociale et du travail, notamment :

- Le paiement au personnel préposé du salaire minimum légal SMIG, congé payé, jours fériés et repos hebdomadaire ;
- Le respect du nombre d'heures réglementaires ;
- L'octroi au personnel d'un repos hebdomadaire et d'un congé annuel payé ;
- La déclaration du personnel à la CNSS ;
- L'assurance contre les accidents de travail et la responsabilité civile.

Le prestataire est dans l'obligation de payer les salaires des agents :

- Au début de chaque mois à la limite des cinq premiers jours pour le travail exécuté durant le mois précédent et ce, indépendamment de l'état d'avancement des factures présentées par le titulaire pour le paiement auprès du Maître d'Ouvrage.
- par virement nominatif à chaque agent via compte bancaire ou compte postal.

À cet effet, le prestataire est tenu de transmettre à l'ONEE - Branche Eau, sur sa demande, tous les documents nécessaires pour vérifier le paiement des salaires au personnel préposé, et l'application de la législation du travail et de la sécurité sociale, notamment le salaire réglementaire, les cotisations sociales et l'assurance contre les accidents de travail et la responsabilité civile.

Les infractions réitérées aux conditions de travail, et en particulier le manquement au paiement régulier des salaires, selon la réglementation en vigueur, sont considérés comme des manquements graves aux engagements du prestataire, et par voie de conséquences ouvrent droit à son encontre à l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, notamment le recours à la résiliation du marché et/ou son exclusion de la participation aux marchés de l'ONEE, conformément à l'article 142 du règlement des achats de l'ONEE.

Article 36 - Cas de force majeure

Il sera fait application de l'article 32 du CCAG-EMO.

L'ONEE et le prestataire conservent, chacun à sa charge, les préjudices indirects qui peuvent résulter pour eux des événements reconnus imputables à la force majeure, notamment les conséquences de l'interruption des prestations sur les frais de personnel, les frais d'immobilisation de matériel, les faux frais divers et les frais généraux.

Chapitre IV – Réception et garanties

Article 40 - Réception provisoire

La réception provisoire du marché-reconductible sera prononcée à la fin de la dernière période annuelle d'exécution du marché et après avoir effectué les dernières prestations contractuelles.

Article 41 - Délai de garantie

Le marché-reconductible ne prévoit pas de délai de garantie.

Article 42 - Réception définitive

La réception définitive du marché reconductible sera prononcée simultanément avec sa réception provisoire.

Chapitre V - Prix et règlement des comptes

Article 50 - Contenu des prix

En application de l'article 34 du CCAG-EMO, les prix du présent marché comprennent le bénéfice ainsi que tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du marché. Ils comprennent notamment :

- les salaires des employés
- les charges sociales et fiscales y compris la TVA
- les frais d'assurance accident de travail et responsabilité civile
- les frais généraux (transport ...) et bénéfice de l'entreprise
- les frais de gestion
- congé et repos des employés
- les frais d'achats des fournitures diverses concernant l'exécution des services
- toutes les dépenses qui sont conséquence nécessaire et directe de ces prestations.

Ces prix sont donc réputés inclure toutes les sujétions normalement prévisibles qui ne sont pas expressément exclues par l'effet des documents contractuels.

Les prix du bordereau s'entendent pour des prestations complètes et parfaitement exécutées et de convention expresse.

Le prestataire reconnaît que le prix du marché permet de rémunérer intégralement les prestations à réaliser dans le cadre du présent marché.

Article 51 - Impôts, taxes, frais douaniers

Il sera fait application de l'article 34 du CCAG-EMO.

Le prestataire est réputé avoir examiné en détail, avant établissement de ses prix, toutes les incidences des lois fiscales et douanières en vigueur à la date de la signature du marché. En conséquence, le prestataire sera tenu de régler tous les impôts, taxes et frais de douanes en vigueur au Maroc. Le personnel du prestataire ne bénéficiera d'aucune exemption d'impôts, taxes ou frais douaniers et le prestataire sera tenu de faire observer les règlements fiscaux par ses employés.

Article 52 - Modalités de paiement

52.1 - Modalités de règlement

- 1- Les paiements seront effectués mensuellement au fur et à mesure de l'avancement de la réalisation des prestations sur la base des quantités réalisées.
- 2- Le montant des acomptes est déterminé par l'ONEE sur présentation d'une demande d'acompte du prestataire en 5 exemplaires.
- 3- La demande d'acompte doit être accompagnée des pièces suivantes :
 - Une facture arrêtant le montant des prestations réalisées ;
 - Le bordereau de déclaration des salaires à la CNSS portant le nombre de jours réellement travaillés par les agents assurant les prestations de gardiennage et surveillance dans le cadre du présent marché ;
 - Les bordereaux de paiement des cotisations de la CNSS dûment signés et cachetés ;
 - Les fiches de paie individuelles signées et cachetées par le prestataire et aussi par les agents concernés qui sont affectés dans le cadre du présent marché.
 - les avis de crédits bancaires ou tout autre moyen attestant les virements et paiements des salaires des agents du prestataire engagés durant le mois considéré.

Dans un délai d'un (01) mois à compter de la remise de la demande d'acompte, l'ONEE - Branche Eau doit notifier par écrit son accord ou, le cas échéant, les rectifications que le prestataire doit apporter à la demande d'acompte.

A compter du lendemain de la date à laquelle les rectifications ont été notifiées au prestataire, celui-ci dispose d'un délai de quinze (15) jours pour retourner à l'ONEE - Branche Eau la demande rectifiée revêtue de son acceptation ou formuler par écrit ses observations. Passé ce délai, les rectifications demandées par l'ONEE - Branche Eau sont considérées comme étant acceptées par le prestataire.

4- L'ONEE - Branche Eau se réserve le droit de retenir d'office sur les paiements au prestataire le montant des sommes dont celui-ci serait débiteur à l'égard de l'ONEE - Branche Eau à l'occasion de l'exécution de son marché.

5- Le décompte définitif sera établi à la réception provisoire du marché suivant les dispositions de l'article 44 du CCAG-EMO.

6- Remboursement des frais relatifs à la provision annuelle pour l'entretien des équipements de sécurité :

Le **CPS** précise si un entretien curatif des équipements de sécurité est prévu. Dans l'affirmative, une provision annuelle peut être prévue par le **CPS** avec un montant, non soumis à la concurrence, fixé dans le bordereau des prix formant détail estimatif pour rembourser le prestataire des frais relatifs à l'entretien des équipements de sécurité. Pour chaque année d'exécution du marché, en cas d'épuisement de cette provision, l'entretien des équipements de sécurité sera effectué par le prestataire et les frais correspondants seront entièrement à sa charge.

En cas de panne ou d'arrêt de fonctionnement de ces équipements, le prestataire doit le signaler, immédiatement, à l'ONEE - Branche Eau. Un rapport détaillé et un devis estimatif de l'intervention à opérer doivent être communiqués, à l'ONEE - Branche Eau, dans les 24 heures qui suivent la panne.

Après vérification, l'ONEE - Branche Eau donne son accord écrit au prestataire qui procédera dans les 24 heures qui suivent à l'acquisition des pièces défectueuses et à la réparation de l'anomalie à ses frais contre remboursement par l'ONEE - Branche Eau sur la base d'une facture et un P.V signé contradictoirement par le prestataire et le représentant de l'ONEE - Branche Eau.

52.2 - Domiciliation de paiement

L'ONEE - Branche Eau se libérera valablement des sommes dues par lui au titre du marché en faisant crédit aux comptes ouverts au nom du prestataire qui sont précisés au niveau de l'acte d'engagement.

Article 53 - Révision des prix

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

Article 54 - Garanties financières

54.1 - Cautionnement provisoire et cautionnement définitif

Il sera fait application des dispositions des articles 12, 14, 15 et 16 du CCAG-EMO.

Le **CCAFP** précise si le cautionnement provisoire est exigé et fixe, le cas échéant, son montant.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant annuel du marché reconductible, arrondi à la centaine supérieure, augmenté le cas échéant des montants des avenants.

Conformément à l'article 12 du CCAG-EMO, ce cautionnement doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels du prestataire jusqu'à la réception définitive du marché. Si le cautionnement définitif n'est pas constitué dans les trente (30) jours, il sera fait application des dispositions de l'article 15 du CCAG-EMO.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) au nom collectif du groupement ;
- b) par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) en partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

Le cautionnement définitif sera restitué au prestataire dans les trois mois suivant la date de la réception définitive du marché, sauf le cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO.

54.2 - Retenue de garantie

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie au titre du présent marché.

Article 55 - Délai de paiement

Les paiements seront effectués par l'ONEE - Branche Eau dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'acceptation par l'ONEE - Branche Eau de la demande d'acompte présentée par le prestataire.

Chapitre VI - Résiliation du marché - Règlement des différends et litiges

Article 60 - Résiliation du marché

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG-EMO. Cette résiliation peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 22, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 32, 42 et 52 du CCAG-EMO.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire sans autorisation de continuer l'activité ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché. Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

Article 61 - Règlement des différends et litiges

1- L'ONEE - Branche Eau et le prestataire mettent tout en œuvre pour régler à l'amiable tout différend survenant entre eux dans le cadre du marché.

Lorsqu'un différend survient en cours de l'exécution du marché, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 53 et 54 du CCAG-EMO.

2- Le règlement judiciaire des litiges qui pourraient surgir à l'occasion de l'exécution du présent marché est du ressort des tribunaux compétents.

Dans tous les cas, le droit applicable est le droit marocain.

Chapitre VII - Prescriptions diverses

Article 70 - Dérogations au CCAFG

Le CCAFP peut déroger au CCAFG. Dans ce cas, il doit récapituler ces dérogations en mentionnant les articles concernés.

Cahier des clauses administratives et financières générales relatives aux marchés reconductibles de gardiennage

Version 3 (Décembre 2021)

Approuvé par décision n° 263 du 15 DEC. 2021

Le Directeur Général de l'ONEE

Le Directeur Général

Abderrahim EL HAFIDI

15 DEC. 2021